

Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

ADIL 56

Association Loi 1901
Siège social : 14 rue Ella Maillart
56000 VANNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ADIL 56

Association Loi 1901
Siège social : 14 rue Ella Maillart
56000 VANNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association ADIL 56,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIL 56 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

L'annexe des comptes annuels expose les règles et principes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application, notamment en ce qui concerne les subventions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LORIENT le 06/05/2025
Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Stéphane PIQUEE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Compte de résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs	923 596,73	929 768,02
Concours publics et subventions d'exploitation	923 596,73	929 768,02
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	-0,16	4 031,62
Autres produits	88,59	57,72
Total I	923 685,16	933 857,36
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	144 561,61	130 290,27
Impôts, taxes et versements assimilés	37 061,19	40 614,47
Salaires et traitements	543 038,10	554 643,58
Charges sociales	195 663,61	199 398,47
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 036,68	14 058,31
Dotations aux provisions	207,61	
Autres charges	18,32	21,04
Total II	927 587,12	939 026,14
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 901,96	-5 168,78
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	11 205,84	7 311,51
Total III	11 205,84	7 311,51
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 205,84	7 311,51
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	7 303,88	2 142,73
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	4 000,00	
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	663,21	1 140,31
Total V	4 663,21	1 140,31
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		3 071,02
Sur opérations en capital	1 628,98	
Total VI	1 628,98	3 071,02
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 034,23	-1 930,71
Total des produits (I + III + V)	939 554,21	942 309,18
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	929 216,10	942 097,16
EXCEDENT OU DEFICIT	10 338,11	212,02
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		

Baker Tilly
STREGO

Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				2 266,67
Immobilisations corporelles				
Terrains	23 632,78		23 632,78	23 632,78
Constructions	463 860,96	329 037,22	134 823,74	140 968,26
Installations techniques, matériel et outillage	3 528,20	3 528,20		
Autres immobilisations corporelles	66 385,17	65 755,25	629,92	884,39
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	55 664,55		55 664,55	54 008,48
Autres immobilisations financières	1 049,65		1 049,65	1 049,65
Total I	614 121,31	398 320,67	215 800,64	222 810,23
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Autres créances	45 639,18		45 639,18	51 741,22
Divers				
Disponibilités	692 164,96		692 164,96	621 581,20
Charges constatées d'avance	17 170,81		17 170,81	18 843,57
Total II	754 974,95		754 974,95	692 165,99
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 369 096,26	398 320,67	970 775,59	914 976,22

Baker Tilly
STREGO

Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	712 637,41	712 425,39
Réserves pour projet de l'entité	712 637,41	712 425,39
Excédent ou déficit de l'exercice	10 338,11	212,02
Situation nette (sous-total)	722 975,52	712 637,41
Subventions d'investissement	14 552,22	15 215,43
Total I	737 527,74	727 852,84
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	57 130,57	56 922,96
Total III	57 130,57	56 922,96
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 769,95	11 818,94
Dettes fiscales et sociales	145 463,39	110 441,81
Autres dettes	5 007,84	4 796,84
Produits constatés d'avance	12 876,10	3 142,83
Total IV	176 117,28	130 200,42
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	970 775,59	914 976,22

Baker Tilly
STREGO

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A D I L

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 970 776 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 10 338 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'ADIL offre une information gratuite, neutre et complète sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement. Cette information, préventive, permet à l'usager de mieux connaître ses droits et ses obligations, les solutions adaptées à son cas particulier et à l'état du marché du logement.

L'ADIL obéit à trois principes :

- le neutralité
- la gratuité
- l'objectivité

Les domaines de compétences sont :

- les financements
- les contrats
- les relations avec les professionnels
- les assurances
- la fiscalité
- la copropriété
- la location
- la réglementation sur la qualité de l'habitat
- les aides à l'accès au logement

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Baker Tilly
STREGO

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 3 à 9 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Le contrat de sous location conclu entre LORIENT AGGLOMERATION et l'ADIL pour les locaux loués ZAC du péristyle - Ilot 4 A Rampe de l'Hopital des armées 56100LORIENT , stipule que le sous locataire prend les lieux loués ainsi que les biens mobiliers mis à disposition

Le calcul de la provision IFC n'intègre pas d'actualisation ni de taux de turn over dans le calcul, mais seulement le montant que toucherait le salarié s'il partait en retraite.

Cette mention concerne uniquement l'effectif salarié cadre de l'association. Ce dernier étant inférieur à 5 personnes et par souci de confidentialité, l'association a décidé de ne pas indiquer ces données.

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 551		29 551	
Immobilisations incorporelles	29 551		29 551	
- Terrains	23 633			23 633
- Constructions sur sol propre	368 710			368 710
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	95 151			95 151
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 528			3 528
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 795			5 795
- Matériel de transport	18 816		11 070	7 746
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	75 778		22 934	52 844
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	591 411		34 003	557 407
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	54 008	1 656		55 665
- Prêts et autres immobilisations financières	1 050			1 050
Immobilisations financières	55 058	1 656		56 714
ACTIF IMMOBILISE	676 020	1 656	63 554	614 121

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions			1 656	1 656
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice			1 656	1 656
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	29 551	34 003		63 554
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	29 551	34 003		63 554

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	27 284	638	27 922	
Immobilisations incorporelles	27 284	638	27 922	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	227 741	6 145		233 886
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	95 151			95 151
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 528			3 528
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 795			5 795
- Matériel de transport	18 816		11 070	7 746
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	74 894	254	22 934	52 214
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	425 925	6 399	34 003	398 321
ACTIF IMMOBILISE	453 209	7 037	61 925	398 321

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	638	6 399	7 037
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	638	6 399	7 037
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	27 922	34 003	61 925
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice	27 922	34 003	61 925

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 63 860 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 050		1 050
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	45 639	45 639	
Charges constatées d'avance	17 171	17 171	
Total	63 860	62 810	1 050
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	712 425	212			712 637
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	212	-212	10 338		10 338
Situation nette	712 637		10 338		722 976
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	15 215			663	14 552
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	727 853		10 338	663	737 528

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	56 923	208			57 131
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	56 923	208			57 131
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		208			
Financières					
Exceptionnelles					

Baker Tilly
STREGO

L'engagement retraite est calculé selon le droit commun en vigueur.

Notes sur le bilan

La société a constaté ses engagements sous forme de provision pour la somme de 57 130 €.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 176 117 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 770	12 770		
Dettes fiscales et sociales	145 463	145 463		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	5 008	5 008		
Produits constatés d'avance	12 876	12 876		
Total	176 117	176 117		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Provision congés à payer	42 183
Provision primes à verser	22 000
Dettes provisionnelles congés payés	19 383
Charges sur primes	10 186
Div-charges à payer	5 008
Total	98 760

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	17 171		
Total	17 171		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constates d avance	12 876		
Total	12 876		

Baker Tilly
STREGO

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						923 597
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						663
						924 260

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 629	
Produits des cessions d'éléments d'actif		4 000
Subventions d'investissement virées au résultat		663
TOTAL	1 629	4 663

Baker Tilly
STREGO